

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230608-lmc1203083-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 13 juin 2023
Date d'affichage : 13/06/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 8 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 8 juin 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
61	16	4
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 23/06/112</p> <p>AVENANT N° 1 AU SOUS- TRAITÉ N°20CONC01 RELATIF A L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1 DE LA PLAGE DE LA COUDOULIERE A SIX- FOURS-LES-PLAGES</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Amandine LAYEC ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL.

ABSENTS :

Mme Basma BOUCHKARA, Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN, Mme Valérie RIALLAND.

Séance Publique du 8 juin 2023

N° D' O R D R E : 23/06/112

**O B J E T : AVENANT N° 1 AU SOUS-TRAITÉ N°20CONC01
RELATIF A L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1
DE LA PLAGE DE LA COUDOULIERE A SIX-FOURS-
LES-PLAGES**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants, L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment les articles R3135-2-3 et 4,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L.2124-4,

VU la décision du Président n°DP20/144 du 19 mai 2020 autorisant l'attribution du sous-traité d'exploitation n°20CONC01 relatif à l'exploitation du lot de plage n°1 de la plage de la Coudoulière à Six-Fours les Plages à la société CANARI, dont le siège social est situé au 420 corniche de la Coudoulière, 83140 Six-Fours les Plages, représentée par son Gérant, Monsieur PAULIN Anthony,

VU l'accord préalable de la Direction Départementale des Territoires de la Mer (DDTM) en date du 4 juin 2020 autorisant l'attribution du sous-traité d'exploitation à la société CANARI,

VU le sous-traité d'exploitation n°20CONC01, notifié en date du 10 juin 2020, pour 4 périodes d'exploitation, jusqu'au 30 septembre 2023,

VU la délibération n°22/06/169 du Conseil Métropolitain en date du 28 juin 2022 étendant la période d'exploitation du sous-traité d'exploitation n°20CONC01 du 1er avril au 30 octobre,

VU le projet d'avenant n°1 ci-annexé,

VU l'avis favorable de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration générale du 30 mai 2023,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue au 1^{er} janvier 2018 autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages, et s'est, de fait, substituée aux Communes dans la gestion des plages et des sous-traités d'exploitation sur l'ensemble du territoire métropolitain,

CONSIDERANT qu'avant 2018, la Commune de Six-Fours-les-Plages était l'autorité concessionnaire de l'Etat pour la plage de Coudoulière et attribuait dans une seule et même consultation le contrat de concession de service relatif à l'exploitation du restaurant et le sous-traité d'exploitation relatif à l'exploitation du lot de plage n°1 de la plage de la Coudoulière à Six-Fours les Plages,

CONSIDERANT que la Commune de Six-Fours-les-Plages reste l'autorité compétente pour l'attribution du contrat de concession de service relatif à l'exploitation du restaurant,

CONSIDERANT qu'au regard de la situation géographique du site, dans le but d'attirer davantage de participations lors de la prochaine mise en concurrence, la Commune de Six-Fours les Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaitent mettre en œuvre une procédure conjointe pour l'attribution de ces deux contrats au même opérateur économique,

CONSIDERANT que le contrat relatif au restaurant arrive à échéance le 28 octobre 2024,

CONSIDERANT que le contrat relatif au lot de plage arrive à échéance le 30 octobre 2023,

CONSIDERANT qu'afin d'harmoniser les échéances des deux contrats cités, il convient de prolonger le sous-traité d'exploitation n°20CONC01 relatif à l'exploitation du lot de plage n°1 de la plage de la Coudoulière à Six-Fours-les-Plages pour une période d'exploitation supplémentaire se terminant le 28 octobre 2024, ce qui constitue une augmentation de 25% de la durée du contrat,

CONSIDERANT que la part fixe de la redevance annuelle d'un montant de 7000 € est inchangée,

CONSIDERANT que la part variable de la redevance annuelle, égale à 2% du chiffre d'affaires, est estimée à 630 € pour la période d'exploitation supplémentaire entraînée par l'avenant,

CONSIDERANT que cet avenant ne pourra être effectif qu'après validation par Monsieur le Préfet du Var des modifications au contrat de concession,

CONSIDERANT que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public s'est réunie et a rendu un avis favorable pour la passation de l'avenant n°1,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE PROLONGER par avenant la durée du contrat de concession pour le lot de plage n°1 de la Coudoulière pour une période d'exploitation supplémentaire se terminant au 28 octobre 2024.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°1 au contrat de concession N° 20CONC01 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision après validation par Monsieur le Préfet du Var.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget principal, fonction 56, article 70323, opération 700, notamment la redevance fixée dans le contrat.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Cécile MUSCHOTTI.





METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Service Concessions de Plages

AVENANT N° 1
AU SOUS-TRAITÉ N°20CONC01 RELATIF A
L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1 DE LA PLAGE
DE LA COUDOULIERE A SIX-FOURS LES PLAGES

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « l'autorité Organisatrice »,

d'une part,

ET :

La société CANARI, SARL au capital de 5 000 euros, dont le siège social est 420 corniche de la Coudoulière, 83140 Six-Fours les Plages, immatriculée sous le numéro 752 897 975 RCS Toulon, représentée par son Gérant, Monsieur PAULIN Anthony, agissant au nom et pour le compte de cette Société, et désignée dans ce qui suit par « Le sous-traitant »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :

Préambule :

Caractéristiques du contrat

En vertu de l'arrêté Préfectoral du 4 mars 2019, la concession pour la plage naturelle de la Coudoulière à Six-Fours les Plages a été accordée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour une durée de 12 ans à compter du 1^{er} mars 2019.

La concession a pour objet l'équipement, l'entretien, et l'exploitation de la plage naturelle de la Coudoulière, constituée d'une emprise d'une superficie totale de 10 791 M² dont 5353 M² de sable émergé et d'un linéaire de 490 M.

Cette concession de plage comporte un seul et unique lot de plage. Le sous-traité a pour objet la location de matelas/parasols d'une superficie maximale de 200 M² (20 mètres de longueur sur 10 mètres de largeur) ainsi qu'un tapis d'accès PMR au lot de plage.

Par Décision du Président n° 20/144 du 19 mai 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a autorisé la signature du sous-traité d'exploitation d'activités de bains de mer sur le lot n°1 de la plage naturelle de la Coudoulière à Six-Fours les Plages.

Le sous-traité, signé le 9 juin 2020 a été notifié le 10 juin 2020 à la société CANARI, SARL au capital de 5 000 euros, sise 420 corniche de la Coudoulière, 83140 Six-Fours les Plages, immatriculée sous le numéro 752 897 975 RCS Toulon, et représentée par son Gérant, Monsieur PAULIN Anthony.

La durée initiale du contrat est fixée à 4 périodes d'exploitation, qui vont du 1^{er} mai au 30 septembre et de l'année 2020 à l'année 2023.

Par délibération N° 22/06/169 en date du 28 juin 2022, la période d'exploitation a été étendue du 1^{er} avril au 30 octobre.

Le contrat se termine donc actuellement 30 octobre 2023.

La redevance annuelle est fixée comme suit :

- Part fixe forfaitaire : 7000 €
- Part variable : 2% du chiffre d'affaires

Motivation de l'avenant

En arrière plage, à proximité immédiate du lot, sur le domaine public portuaire géré par la commune de Six-Fours les Plages, se situe un restaurant sous contrat de concession de service.

Le contrat actuel en ce qui concerne le restaurant, entre la commune de Six-Fours les Plages et son délégataire arrive à échéance le 28 octobre 2024 soit 1 an après l'expiration du sous-traité d'exploitation entre TPM et l'exploitant actuel du lot de plage qui se termine le 30 octobre 2023.

Il convient donc de prolonger par avenant la durée du sous-traité de concession pour le lot de plage N°1 de la Coudoulière pour une nouvelle période d'exploitation se terminant au 28 octobre 2024.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

Le présent avenant a pour objet la prolongation de la durée du sous-traité du lot de plage N°1 de la concession de plage naturelle de la Coudouillère à Six-Fours les Plages signé le 9 juin 2020 et notifié le 10 juin 2020, pour une période d'exploitation supplémentaire se finissant au 28 octobre 2024.

ARTICLE 2 – Incidence financière

La redevance annuelle reste inchangée et fixée comme suit :

- Part fixe forfaitaire : 7000 €
- Part variable : 2% du chiffre d'affaires

ARTICLE 3 – Modification de la durée de la concession

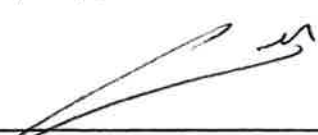
La durée fixée à l'article 4 du sous-traité, est prolongée pour une période d'exploitation supplémentaire se finissant au 28 octobre 2024.

ARTICLE 4 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

<p>Pour le sous-traitant, SARL CANARI Monsieur Anthony PAULIN A. <u>Six-Fours les Plages</u> Le <u>12/05/2023</u></p> 	<p>Pour accord-préalable, Direction Départementale des Territoires et de la Mer, A Le</p>
<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Jean-Pierre GIRAN A Le</p>	

Direction Générale concernée :
DGA Développement Durable et Valorisation du Territoire
Direction :
Gestion des espaces et des milieux
Affaire suivie par :
Raphaël ROBERT

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n°20CONC01

Objet : Extension de durée, pour une période d'exploitation, du sous-traité d'exploitation relatif à l'exploitation du lot de plage n°1 de la plage de la Coudoulière à Six-Fours-Les-Plages.

1- DESCRIPTIF DU MARCHÉ

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	SARL CANARI
Date de notification	10 juin 2020
Durée du contrat	4 période d'exploitation à compter de la notification
Date de début du contrat	10 juin 2020
Date de fin du contrat	30 octobre 2023
Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	CA estimatif sur les 4 périodes 126 000€ La redevance annuelle est fixée comme suit : - Part fixe forfaitaire : 7000 € (révisable chaque année) - Part variable : 2% du chiffre d'affaires
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	Prolongation de la durée du contrat pour une Période d'exploitation
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	non

2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

- ☒ Adaptation mineure
- ☒ Circonstances imprévisibles
- ☒ Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

En arrière plage, à proximité immédiate du lot, sur le domaine public portuaire géré par la commune, se situe un restaurant sous contrat de concession de service.

Avant 2018, la commune était l'autorité concessionnaire de l'Etat pour la plage de Coudoulière et attribuait dans une seule et même consultation le lot de restauration et le lot de plage.

L'objectif de la Métropole TPM et de la commune est d'aujourd'hui revenir vers un mode de fonctionnement similaire permettant l'attribution des deux lots à un même opérateur économique.

Le contrat actuel en ce qui concerne le restaurant, entre la commune de Six-Fours les Plages et son délégataire arrive à échéance le 28 octobre 2024 soit 1 an après l'expiration du contrat de DSP entre TPM et l'exploitant actuel du lot de plage qui se termine le 30 octobre 2023.

Afin d'attirer davantage de participations lors de la prochaine mise en concurrence, il conviendrait de lancer simultanément le restaurant dont la commune a la charge et le lot de matelas parasol.

Il convient donc de prolonger par avenant la durée du contrat de concession pour le lot de plage N°1 de la Coudoulière pour une nouvelle période d'exploitation se terminant au 28 octobre 2024.

3- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☒ Oui ☐ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☒ Oui ☐ Non

- Nature des modifications :

Prolongation du contrat de DSP d'une période d'exploitation.

- Article(s) du contrat impacté : Article 4 « Durée du sous-traité »

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☒ Oui ☐ Non

4- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique	<input type="checkbox"/> Article R3135-1 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.
	<input checked="" type="checkbox"/> Article R3135-2-3 et 4 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale. Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence. Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-5 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-6 : Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants : 1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ; 2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

☐ **Article R3135-7 :**

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

☐ **Article R3135-8 et 9 :**

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

5- Impact financier

A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)

Sur la base de la projection d'un CEP prévisionnel (estimation basse et haute), la Métropole TPM a annoncé dans l'avis de concession un chiffre d'affaire estimatif total sur les 4 périodes d'exploitation d'environ 126 000 soit 31 500 euros par saison estivale.

Suite à la production du RAD par le délégataire actuel, il s'avère que les bilans des rapports annuels 2020(année COVID19) et année 2021 fournis par l'exploitant annoncent un CA moyen de 17 000€.(largement inférieur à notre estimatif). Selon les déclarations fournies, le résultat net est donc déficitaire en moyenne de 4 000€. Il est à noter toutefois que l'actuel attributaire du lot est également l'actuel exploitant du lot de restauration. Le lot de plage constitue donc une activité complémentaire à son activité principale de restauration.

Afin de favoriser la concurrence, il conviendrait de lancer simultanément le restaurant dont la commune a la charge et le lot de matelas parasol. Avant que le lot soit transféré à la Métropole les deux procédures étaient conjointes.

Pour y parvenir, le contrat de matelas parasol actuel doit être prolongé afin de pouvoir lancer les deux lots de manière groupée entre la commune de Six-Fours et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

B) Nouveau C.E.P

C) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :

Au regard de la prolongation d'une période d'exploitation soit une augmentation de 25% de la durée du contrat et sur la base du CEP prévisionnel initial le chiffre d'affaire estimatif devrait passer de 126 000€ à 157 500€. Toutefois au regard des résultats des deux premier RAD fournis par le délégataire ce CA sera beaucoup plus faible.

La redevance annuelle reste inchangée et fixée comme suit :

- Part fixe forfaitaire : 7000 €
- Part variable : 2% du chiffre d'affaires

La part variable de la redevance annuelle, égale à 2% du chiffre d'affaires, est estimée à 630€ pour la période d'exploitation supplémentaire entraînée par l'avenant.

D) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :




+25%

6- Mouvement financier

☐ NON

☒ OUI

Fait à Toulon, le 25/04/2023....

<p>Chef de projet</p> <p>P. GARDES</p> 	<p>Le Directeur</p> <p>J. LE NSANNEC</p> 	<p>Le DGA/le DGST</p> <p>C. Florides</p> 
--	--	--

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ? 	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input checked="" type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	